

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 MARS 1903.

Budget du corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1903 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. DALLEMAGNE.

MESSIEURS,

Les différents comptes du corps de la gendarmerie se sont clôturés, depuis 1898, par les chiffres suivants :

En 1898	fr.	8,058,000 00
— 1899		8,428,000 00
— 1900		7,019,563 80 (3)
— 1901		7,555,862 54
— 1902		7,664,419 99
— 1903 (Budget) . . .		8,592,500 99

Le Budget de 1903 dépasse celui de 1902 de près de 1 million (exactement : 928,081 francs).

Cette augmentation se répartit :

En dépenses ordinaires	750,000 francs.
— exceptionnelles	178,000 —

Les 750,000 francs d'augmentation des dépenses ordinaires consistent en traitements et allocations dont le détail est donné dans la note préliminaire.

(1) Budget, n° 4, XI.

(2) La section centrale, présidée par M. NERINX, 2^e vice-président, était composée de MM. DALLEMAGNE, OUYERLEAUX, LE PAIGE, DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, DERBAIX et DE GROOTE.

(3) Reprise du casernement par l'État.

Première Section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE I.

ARTICLE PREMIER.

Litt. A, 2^o et 6^o. — Une somme de 662,878 francs, dont les trois quarts ont été portés au budget de 1903, est dès à présent prévue pour le relèvement des traitements du personnel subalterne.

Litt. A, 2^o, C. 1^o. D. — L'effectif de la Gendarmerie sera augmenté de 50 sous-officiers et gendarmes à pied ; une somme de fr. 62,052.50 est prévue à cette fin.

Le corps de la Gendarmerie, composé d'un état-major et de neuf compagnies, comprendra un effectif total de :

71 officiers et . . .	85 chevaux
3,073 gendarmes et . .	1,763 —
Au total, 3,144 hommes et . .	1,850 chevaux.

Cette augmentation d'effectif, quoique plus forte que celle des années passées, ne suffit pas encore aux demandes nombreuses des administrations communales et aux réclamations des membres de la Chambre. Ces réclamations se répètent chaque année et chaque fois le rapporteur s'en fait l'écho.

Dès 1899, le rapport sur le Budget de la Gendarmerie demandait l'augmentation du nombre des gendarmes. .

L'effectif était alors de :

69 officiers et . . .	84 chevaux
2,843 gendarmes et . .	1,727 —
Soit, 2,912 hommes et . .	1,811 chevaux.

L'augmentation totale du corps, depuis 1900, est donc de :
232 hommes et 59 chevaux.

Lors du budget de 1901, un amendement, proposé par M. Woeste, a augmenté de 200,000 francs le crédit prévu pour les traitements, soldes, etc.

Cette augmentation de crédit a été utilisée, partie en 1901 et partie en 1902; elle a permis d'augmenter l'effectif de 147 hommes, dont 11 sous-officiers, et de 36 chevaux. L'augmentation prévue pour 1903 est de 50 sous-officiers et gendarmes à pied, et le nombre de nouvelles brigades à établir est de dix, dont une à cheval, à Tessengerloo. Cela fait donc une moyenne de 5 hommes par brigade.

Nombreuses cependant sont les demandes de brigades qui attendent satisfaction, notamment celles déjà mentionnées l'an dernier, de L'Église, près Neufschâteau, de Ransart-Courcelles et celles introduites depuis, d'abord par l'administration communale d'Amonines (canton d'Erezée, province

de Luxembourg), et celle de Ghislenghien, demandée dans la 4^e section par un membre de la Chambre.

A ce propos, voici la question qui a été posée par la section centrale, et la réponse qui y a été donnée :

I.

QUESTION.

1^o Quelles sont les nouvelles brigades créées en 1902 ?

2^o Y en a-t-il d'autres que celles indiquées au paragraphe 2, (p. 3) de la note préliminaire.

3^o En 1901, 19 nouvelles brigades ont été créées. D'autres étaient en instances telles celle de la commune de l'Église, près Neufchâteau, de Lootenhulle, Ransart-Courcelles. Une brigade de gendarmerie est demandée à Amonines (canton d'Erezée, Luxembourg) et l'on insiste toujours pour le maintien du poste de gendarmerie à Aubange.

RÉPONSE.

1^o En 1902, les brigades suivantes ont été créées par arrêté royal du 22 juillet.

a) Brigades à cheval : Zonnebeke, La Pinte et Roisin.

b) Brigades à pied : Herseaux, Wacken, Merckem, Haute-Saint-Liévin, Lootenhulle, Overmeire, Mettet, Braine-le-Château et Freux.

2^o Les brigades portées au budget pour 1903, paragraphe 2, (p. 3), sont les seules dont l'étude soit complètement terminée.

3^o a) Brigade demandée pour l'Église.

Les autorités compétentes ont préféré voir cette brigade installée à Mellier ; le budget pour 1903 comporte celle-ci.

b) Brigade demandée pour Lootenhulle :

A été créée par arrêté royal du 22 juillet 1902.

c) Brigade demandée pour Ransart :

Les autorités compétentes ont préféré en voir établir une à Lodelinsart ; celle-ci a été créée par arrêté royal du 9 décembre 1901.

d) Brigade demandée pour Courcelles.

Le Département de la Guerre n'a pas été saisi de cette question.

e) La question de l'établissement d'une brigade à Amonines est soumise à l'examen des autorités compétentes.

f) Maintien du poste (brigade) d'Aubange.

L'arrêté royal du 2 août 1901, portant création des brigades d'Athus et de Musson n'a été pris, d'accord avec les départements compétents, qu'à la condition de supprimer la brigade d'Aubange lorsque les deux nouvelles brigades ci-dessus auront été installées.

Il ne peut donc être question de revenir sur cette décision.

Litt. E. — Une somme de 30,000 francs est portée au budget pour la location des locaux destinés aux gendarmes mariés. Au budget de 1902, la même somme avait été portée dans le même but.

Depuis ces dernières années, le logement des gendarmes mariés a fait de grands progrès. — Doivent se loger à leurs frais :

En 1899	258 gendarmes mariés.
1900	300 » »
1901	315 » »
1902	146 » »
1903	118 » »

On voit que, malgré l'augmentation de l'effectif, le nombre des gendarmes logés à leurs frais diminue sensiblement.

Cependant, quelque soit cette amélioration, il y a là une situation qui n'est pas conforme à la justice.

Il est évident que le fait de loger gratuitement la grande majorité des gendarmes mariés implique pour tous, indistinctement, le droit d'être logés gratuitement. Dès lors, comment justifier le traitement défavorable de quelques-uns en présence du traitement privilégié qui est réellement et doit être la règle.

A ce propos, les questions suivantes ont été posées à l'honorable Ministre de la Guerre :

II.

QUESTION.	RÉPONSE.
Logement des gendarmes mariés.	
En 1902, le nombre des gendarmes mariés, obligés de se loger à leurs frais, était de 146, au lieu de 315 en 1901.	
Le budget de 1903 demande une nouvelle allocation de 30,000 francs, à raison de la création de nouvelles brigades :	
a) Combien y a-t-il encore de gendarmes mariés logés à leurs frais au 1 ^{er} janvier 1903?	a) Au 1 ^{er} janvier 1903, il y avait 118 gendarmes mariés logés à leurs frais.
b) Le crédit de 30,000 francs est-il suffisant pour qu'on puisse loger tous les gendarmes mariés?	b) Le crédit de 30,000 francs suffira aux besoins de l'année courante, pour autant qu'il reste encore à la fin de 1903 un certain nombre de gendarmes mariés logés à leurs frais. Cette éventualité est des plus probable, vu la difficulté de trouver dans les villes, à proximité des casernes, des logements pour les gendarmes précités.

L'objection tirée de la difficulté de trouver des locaux, ne paraît pas

péremptoire, car les gendarmes mariés, qui sont obligés de se loger à leurs frais, doivent bien chercher des locaux, et en trouvent, puisqu'ils se logent. Pourquoi donc l'État ne pourrait-il trouver des locaux là où les gendarmes parviennent bien à en trouver.

Litt. F. — Une somme de 110,000 francs a été demandée en 1902 pour le reliement des brigades au réseau téléphonique. La même somme a été inscrite au budget de 1903.

La section centrale a demandé le détail de l'emploi du crédit voté l'an passé.

III

QUESTION.

En 1901, la section centrale a voté un crédit de 110,000 francs pour le reliement des brigades au téléphone.

Le même crédit se trouve porté, comme dépense ordinaire, au budget de 1903.

La section centrale voudrait connaître l'emploi des crédits en question.

a) Quelles sont les brigades reliées au téléphone en fin de l'année 1902 ?

b) Combien en reste-t-il encore à relier en 1903 ?

RÉPONSE.

a) Les casernes de gendarmerie qui, au 1^{er} janvier 1903, étaient reliées au téléphone, sont au nombre 143.

b) A la même date, il restait 194 casernes non encore pourvues d'un reliement téléphonique.

* * *

L'administration des télégraphes de l'État poursuivra en 1903 les travaux de reliements dont il s'agit, pour les terminer dans un aussi bref délai que possible, en tenant compte nécessairement de la disposition des lieux, de l'organisation des réseaux anciens et nouveaux, des groupements à établir et de la marche régulière du service des téléphones en général.

Lorsque toutes les casernes actuelles seront raccordées au téléphone, la redevance à payer annuellement par le département de la guerre à l'administration susdite, sera approximativement de 110,000 francs.

Au 1^{er} janvier 1903, il restait encore 31 brigades sans télégraphe ni téléphone, dont 11 éloignées de 4 kilomètres et plus d'une station télégra-

phique. Il en est 4 qui sont éloignées de 7, 10 et 12 1/2 kilomètres d'une station télégraphique.

CHAPITRE II.

ART. 2 (nouveau).

L'article 2 (nouveau), chapitre II de la note préliminaire, porte, au budget de la gendarmerie, un crédit de 47,000 francs pour pensions et secours concernant le corps de la gendarmerie.

Cette somme figurait jusqu'à présent au budget de la Guerre. C'est donc une simple régularisation de compte entre le budget de la Guerre et celui de la Gendarmerie, qui n'affecte en rien les finances de l'État.

Deuxième section. — Dépenses exceptionnelles.

CHAPITRE III.

ART. 3 (2 ancien).

Les questions suivantes ont été posées à l'honorable Ministre de la Guerre :

IV.

QUESTION.	RÉPONSE.
Le Gouvernement compte consacrer une somme de 1 million à l'amélioration du casernement et à l'achat du mobilier nécessaire à l'aménagement des nouvelles brigades. Prière de donner quelques détails sur l'emploi de ce crédit. Quelles sont les casernes construites, reconstruites ou réparées pendant l'exercice 1902 ?	Les prévisions actuelles du Département de la Guerre, quant à l'emploi du crédit de 1 million indiqué ci-contre, sont les suivantes : a) 150,000 francs pour l'acquisition de terrains, notamment pour les casernes de Menin et Dinant ; b) 90,000 francs pour l'acquisition de casernes existantes, d'immeubles destinés à devenir des casernes, et du mobilier destiné à de nouvelles brigades ; c) 75,000 francs pour des travaux d'amélioration ; d) 665,000 francs pour la construction de nouvelles casernes, destinées soit à remplacer des casernes très défectueuses, soit à loger des brigades récemment créées. Selon toutes probabilités, les travaux de construction de casernes à Erquelines, Moll, Fexhe-Slins, Visé, Champlon, Steenhuyse-Wynhuyse, La Pinte, Handzaeme et Zonnebeke seront adjugés en 1903, pour être terminés en 1904 ;

On devait continuer en 1902, sur les crédits de 1901, les travaux des nouvelles casernes d'Alken, Ghistelles, Kieldrecht, Leuze, Martelange, Manage, Namèche, ainsi que l'agrandissement de la caserne de Fléron. La construction de la caserne de Visé a été adjugée en 1902 et les travaux doivent être en cours d'exécution ou terminés. De même, les travaux des casernes de Heers, Lanaeken, Moll, Musson, Watervliet et éventuellement Ninove, devaient être entamés en 1902. On signale la caserne de Grâce-Berleur comme tout particulièrement défectueuse.

e) 20,000 francs pour frais de surveillance, de dessinateurs, etc., applicables aux constructions neuves.

Les casernes d'Alken, de Ghistelles, de Kieldrecht, de Leuze, de Martelange, de Manage et de Namèche, dont la construction a été commencée en 1901 et continuée en 1902, sont actuellement terminées ou sur le point de l'être; l'agrandissement important de la caserne de Fléron est achevé, et la dernière entreprise des travaux de la caserne de La Louvière est en cours.

La construction de la caserne de Visé n'a pu être adjugée en 1902, d'autres travaux devant avoir la priorité; elle sera entamée en 1903.

L'on a adjugé en 1902 la construction des casernes de Watervliet, de Virton, de Heers, de Lanaeken, et de La Louvière (2^{de} entreprise); les travaux sont en cours.

La construction d'une caserne à Musson est à l'examen. La caserne de Moll sera adjugée en 1903; la construction de celle de Ninove ne pourra être entamée avant l'année prochaine.

* * *

Parmi les travaux d'amélioration et de transformation effectués en 1902, on peut citer comme étant d'une certaine importance, ceux exécutés aux casernes de Termonde, d'Alost, de Boom, de Liège, de Louveigné, de Les Tailles, de Hasselt, de Tongres, de Reckheim et de Stockheim.

* * *

Le remplacement de la caserne de Grâce-Berleur est à l'étude.

* * *

La note préliminaire annonce l'établissement d'une brigade à cheval à Tessenderloo et de neuf brigades à pied à Esneux, Sart-Bernard, Mellier, Bernisart, Anderlecht, Ruysbroeck, Juseret, Vierset-Barse et Libin.

La brigade à cheval de Tessenderloo et les neuf brigades à pied, dont l'établissement est annoncé dans la note préliminaire du budget pour 1903, n'existent pas encore, la Législature étant appelée à se prononcer sur leur création.

Comment sont casernées ces brigades? Probablement dans des immeubles loués? Prière de donner quelques détails.

Ces brigades seront installées ultérieurement dans des immeubles loués ou acquis par le Département de la Guerre, ou bien dans des casernes construites à leur intention.

ART. 4 (3 ancien) et ART. 5 (nouveau).

Les crédits extraordinaires :

Art. 4 : frais d'équipement	fr. 13,500
Art. 5 : acquisition d'objets de couchage	29,550
Soit au total	fr. 43,050

Ils sont justifiés par l'augmentation de l'effectif dont il a été question plus haut.

Police rurale.

Depuis longtemps, la Chambre réclame un projet de réorganisation de la police rurale.

La section centrale a, à ce sujet, posé au Gouvernement la question suivante :

V.

QUESTION.

Où en est la réorganisation de la police rurale? et la réforme organique de la gendarmerie?

Chaque année on réclame cette réorganisation. (Voir rapports 1901 et 1902.)

Le 8 août 1892, un arrêté royal a constitué une commission pour présenter un projet de loi de réforme organique de la gendarmerie.

Le 30 mai 1899, cette Commission déposa un projet de loi sur le bureau de la Chambre. Ce projet est devenu caduc par suite de la dissolution de la Chambre.

Le 10 août 1901, une nouvelle commission est instituée pour étudier la réforme de la police rurale.

Le 2 janvier 1902, cette Commission fut augmentée de plusieurs nouveaux membres. Cette Commission, constituée depuis plus d'un an et demi, n'a pas encore donné signe de vie.

La section centrale demande où en sont les travaux de cette Commission? Qu'a-t-elle fait depuis sa constitution?

RÉPONSE.

A la date du 1^{er} février 1903, la Commission chargée de l'étude des questions relatives à la police rurale, et qui a été appelée également à donner son avis sur le projet de loi réorganisant la gendarmerie, avait tenu quinze séances. La Commission compte remettre prochainement au Gouvernement le résultat de ses travaux.

De la réponse de l'honorable ministre, nous devons inférer qu'il n'est plus question de la réforme organique de la gendarmerie. Il est vrai que cette réforme est réalisée en fait.

Quant à la Commission instituée pour la réforme de la police rurale, nous constatons que depuis le 10 août 1901 jusqu'au 1^{er} février 1903, c'est-à-dire en dix-huit mois, elle a tenu 15 séances et qu'elle étudie toujours.

La réforme de la police rurale a fait l'objet de l'examen et des discussions de divers congrès et associations agricoles et industrielles.

Le Congrès agricole de Namur, examinant la question, a conclu :

1^o A la nécessité de la réorganisation de la police rurale ; 2^o à la nécessité de réformer la législation actuellement en vigueur.

Le Congrès visait en cela l'article 23 de la loi du 27 novembre 1891, modifiée par la loi du 15 février 1897 sur les délits des enfants mineurs, et préconisait le retour à la législation antérieure.

La Société centrale d'Agriculture, dans les séances de novembre et décembre 1900, s'est également occupée de la réforme de la police rurale. Un rapport intéressant de M. Albert Henry a été présenté sur cette question et a fait l'objet d'une discussion très approfondie.

La loi du 27 novembre 1891 a été l'objet de vives critiques. On a constaté que les règlements communaux et les lois de police agricole étaient généralement inobservés. Les bourgmestres des communes rurales sont souvent désarmés par une foule de considérations politiques et économiques.

Certains membres ont préconisé l'établissement d'un chef de police régional, dont dépendraient les gardes champêtres. D'autres voudraient que, dans chaque brigade de gendarmerie, un ou deux hommes soient chargés de faire spécialement la police rurale, dans un rayon déterminé et dans lequel les gardes champêtres leur seraient subordonnés.

De cette discussion sont sorties les motions suivantes :

« Il est urgent :

» 1^o Que le Gouvernement assure la sécurité des personnes et des biens dans les campagnes en renforçant les postes de gendarmerie ;
» 2^o Qu'il relie téléphoniquement les brigades avec les communes de leur ressort ;

» 3^o Qu'il charge spécialement, dans chaque brigade, un ou deux gendarmes d'exercer la police rurale. »

• D'autre part, les industriels demandent le rétablissement des gardes particuliers industriels. Ces gardes, subsidiés par les industriels, formeraient un supplément d'agents bien choisis, qui viendraient, sans imposer de lourdes charges, en aide aux polices locales.

Il est donc urgent que la question, posée depuis si longtemps, de la réforme de la police rurale, reçoive une prompt solution.

DISCUSSION DES SECTIONS ET DE LA SECTION CENTRALE.

De la discussion en sections et en section centrale sont sorties les remarques et observations suivantes :

Certains membres ont critiqué l'exigence d'une dot pour le mariage des

gendarmes ; ils ont exprimé le vœu que le mariage soit facilité tant aux gendarmes (surtout aux gendarmes âgés), qu'aux officiers.

Cette question est agitée presque chaque année. Autrefois, la dot était fixée à 6,000 francs ; actuellement, elle est réduite à 3,000 francs, et, dans certains cas, cette exigence est atténuée. M. le Ministre de la Guerre s'est prononcé nettement à ce sujet dans la séance du 28 février 1900. (*Annales parlementaires*, p. 585.) Il ne peut abroger les règles établies ; mais il se réserve d'examiner chaque cas avec beaucoup d'attention.

Certains membres ont fait observer les dangers qui pouvaient résulter de l'éparpillement des brigades de faible effectif. Certaines brigades de 3 ou 4 hommes se trouvent quelquefois isolées, sans moyens de communication rapides entre elles, au milieu de populations avec lesquelles ils ont trop de contact.

La section centrale attire l'attention du Gouvernement sur la surveillance de ces petites brigades. Elle pense que l'emploi de la bicyclette pourrait rendre des services au point de vue des relations des brigades entre elles.

Un membre a soulevé la question des correspondances. Cette question a été traitée dans la séance du 23 mai 1901 et résolue depuis d'une façon complète.

Un membre a demandé le relèvement du taux des pensions. Il lui est fait observé que les pensions des gendarmes sont dans toutes les catégories plus élevées que celles attribuées à l'armée.

Le budget a été voté par 5 voix et une abstention.

Le Rapporteur,

JULES DALLEMAGNE.

Le Président,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 MAART 1903.

Begrooting voor het korps der Gendarmerie, dienstjaar 1903 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DALLEMAGNE.

MIJNE HEEREN,

De rekeningen van het korps der gendarmerie sloten, sedert 1898, als volgt :

In 1898	fr. 5,058,000 00
— 1899	5,128,000 00
— 1900	7,019,563 80 (3)
— 1901	7,355,862 54
— 1902	7,664,419 99
— 1903 (Begrooting) . . .	8,592,500 99

De Begrooting voor 1903 is nagenoeg 1 miljoen (juist 928,081 frank) hooger dan die van 1902.

Deze verhooging bestaat uit :

Gewone ontvangsten . . .	750,000 frank.
Buitengewone ontvangsten .	178,000 —

De 750,000 frank verhooging op de gewone ontvangsten dient voor jaarwedden en tegemoetkomingen, waarvan de inleidingsnota de bijzonderheden opgeeft.

(1) Begrooting, n^o 4, XI.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCKX, 2^{de} ondervoorzitter, bestond uit de heeren DALLEMAGNE, OUVERLEAUX, LE PAIGE, DE GHELLINCK D'ELSEGHEN, DERBAIX en DE GROOTE

(3) Overneming van de kazerneering door den Staat.

Eerste sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK I.

EERSTE ARTIKEL.

Litt. A, 2° en 6°. — Eene som van 662,878 frank, waarvan drie vierden gebracht werden op de Begrooting voor 1903, is van nu af aan uitgetrokken voor het verhoogen van de jaarwedden van het lager personeel.

Litt. A, 2° C, 1° D. — De getalsterkte der Gendarmerie zal worden verhoogd met 50 onderofficieren en gendarmen te voet; eene som van fr. 62,052.50 is daartoe uitgetrokken.

Het korps der Gendarmerie, bestaande uit eenen staf en negen compagniën, zal eene totale getalsterkte hebben van :

71 officieren en . . .	85 paarden
3,073 gendarmen en . .	1,765 —
Te zamen, 3,144 man en . . .	1,850 paarden.

Deze vermeerdering van getalsterkte, ofschoon sterker dan in vorige jaren, is nog niet toereikend voor de talrijke vragen der gemeentebesturen en de eischen der leden van de Kamer. Ieder jaar worden die eischen gesteld, en iedermaal maakt de verslaggever ze bekend.

Van in 1899, vroeg het verslag over de Begrooting der Gendarmerie vermeerdering van het getal gendarmen.

Toen bedroeg de getalsterkte :

69 officieren en . . .	84 paarden.
2,843 gendarmen en . .	1,727 —
Of, 2,912 man en . . .	1,811 paarden.

Sedert 1900 vermeerderde dus het korps met :

252 man en 59 paarden.

Op de begrooting van 1901 werd, door een amendement van den heer Woeste, het uitgetrokken krediet voor jaarwedden, soldij, enz., met 200,000 frank verhoogd.

Deze verhooging werd gedeeltelijk in 1901 en gedeeltelijk in 1902 verbruikt; daardoor kon de getalsterkte worden vermeerderd met 147 man, waaronder 11 onderofficieren, en 56 paarden. De voor 1903 voorziene vermeerdering bedraagt 50 onderofficieren en gendarmen te voet, en er zijn tien nieuwe brigades in te richten, waarvan eene te paard, te Tessenderloo. Dit maakt dus gemiddeld 5 man per brigade.

Toch wachten nog talrijke aanvragen om brigades op inwilliging, met name de verleden jaar reeds vermelde aanvragen van L'Église bij Neufchâteau, Ransart-Courcelles, en de sedert ingediende aanvragen van 't gemeentebestuur van Amonines (kanton Erezée, provincie Luxem-

burg), en die van Ghislenghien, in de 4^e afdeeling overgemaakt door een lid der Kamer.

Ziehier, dienaangaande, eene door de Middenaafdeeling gestelde vraag, en het er op gegeven antwoord :

I.

VRAAG.

1^o Welke nieuwe brigades kwamen in 1902 tot stand ?

2^o Zijn er andere dan die welke worden opgegeven in paragraaf 2 (blz. 3) van de inleidingsnota ?

3^o In 1901, kwamen 19 nieuwe brigades tot stand. Andere vragen werden onderzocht, met name die van L'Église bij Neufchâteau, Loo ten-Hulle, Ransart-Courcelles. Eene brigade wordt aangevraagd te Amonines (kanton Erezée, Luxemburg) en er wordt steeds aangedrongen op het behoud van den gendarmerie post te Ibing.

ANTWOORD.

1^o In 1902 werden de volgende brigades ingericht bij koninklijk besluit van 22 Juli.

a) Brigades te paard : Zonnebeke, De Pinte en Roisin.

b) Brigades te voet : Herseaux, Wacken, Merckem, Sint-Lievens-Hautem, Loo-ten-Hulle, Overmeire, Mettet, Braine-le-Château en Freux.

2^o De brigades, op de begrooting voor 1903 gebracht, paragraaf 2, (blz. 3), zijn de eenige waarover de studie gansch is afgeloopen.

3^o a) Voor L'Église aangevraagde brigade.

De bevoegde overheden verkozen deze brigade te Mellier te plaatsen; in de begrooting voor 1903, is zij begrepen.

b) Voor Loo-ten-Hulle aangevraagde brigade :

Werd ingericht bij koninklijk besluit van 22 Juli 1902.

c) Voor Ransart aangevraagde brigade :

De bevoegde overheden verkozen er eene te Lodelinsart; deze werd ingericht bij koninklijk besluit van 9 December 1901.

d) Voor Courcelles aangevraagde brigade :

Deze vraag werd niet onderworpen aan het Departement van Oorlog.

e) De bevoegde overheden onderzoeken de aanvraag om eene brigade te Amonines te plaatsen.

f) Behoud van den post (brigade) te Ibing.

Het koninklijk besluit van 2 Augustus 1901, tot inrichting van de brigades te Athus en Musson, werd maar, in overeenkomst met de bevoegde departementen, genomen op voorwaarde van het afschaf-

fen van de brigade te Ibing, wanneer beide bovenbedoelde brigades ingericht zijn.

Dus is er van die beslissing niet terug te komen.

Litt. E. — Eene som van 30,000 frank is op de begrooting uitgetrokken voor het huren van lokalen tot het huisvesten van gehuwde gendarmen. Met hetzelfde doel was eene gelijke som uitgetrokken op de begrooting van 1902.

Sedert deze laatste jaren, nam het huisvesten van gehuwde gendarmen merkelijk toe. — Moeten zich op eigene kosten huisvesten :

In 1899	258	gehuwde gendarmen.
1900	300	—
1901	315	—
1902	146	—
1903	118	—

Zooals men ziet, vermindert, ondanks de verhooging van de getalsterkte, het aantal gendarmen, op eigen kosten gehuisvest, gevoelig.

Niettegenstaande deze verbetering, is evenwel hun toestand niet rechtvaardig geregeld.

Worden het meerendeel der gehuwde gendarmen kosteloos gehuisvest, zoo hebben voorwaar allen, zonder onderscheid, recht daarop. Hoe rechtvaardigt men dan de nadeelige behandeling van sommigen, tegenover een voorrecht dat wezenlijk de regel is en moet wezen?

Daarover werden onderstaande vragen gericht tot den achtbaren Minister van Oorlog :

II.

VRAAG.

Huisvesting van gehuwde gendarmen.

In 1902 moesten 146 gehuwde gendarmen zich op eigen kosten huisvesten, tegen 315 in 1901.

Op de begrooting voor 1903 wordt andermaal 30,000 frank aangevraagd voor het inrichten van nieuwe brigades.

a) Hoeveel gehuwde gendarmen, op eigen kosten gehuisvest, zijn er nog op 1 Januari 1903?

b) Is het krediet van 30,000 frank toereikend om al de gehuwde gendarmen te huisvesten?

ANTWOORD.

a) Op 1 Januari 1903, waren 118 gehuwde gendarmen op eigen kosten gehuisvest.

b) Het krediet van 30,000 frank zal toereikend zijn voor de behoeften van het loopend jaar, voor zooveel er op einde 1903 nog zeker getal gehuwde gendarmen op eigen kosten zijn gehuisvest. Dit is meer dan waarschijnlijk, omdat het

zeer moeilijk is in de steden huisvesting voor bovenbedoelde gendarmen te vinden in de nabijheid der kazernen.

De bewering dat er moeilijk lokalen zijn te vinden, is geene afdoende reden, want de gehuwde gendarmen, die zich op eigen kosten moeten huisvesten, zijn wel verplicht lokalen te zoeken en te vinden, vermits zij zich toch huisvesten. Waarom zou dan de Staat er geene kunnen vinden, zoo de gendarmen het kunnen?

Litt. F. — In 1902, werd eene som van 110,000 frank aangevraagd, om de brigades te verbinden met het telefoon-net. Dezelfde som is op de begrooting voor 1903 uitgetrokken.

De Middenafdeeling vroeg bijzonderheden over het gebruik van het krediet dat verleden jaar was toegekend.

III.

VRAAG.

In 1901, stond de Middenafdeeling een krediet toe van 110,000 frank, om de brigades met de telefoon te verbinden.

Een zelfde krediet staat als gewone uitgaaf op de begrooting van 1903.

De Middenafdeeling verlangt te weten welk gebruik van gemelde kredieten wordt gemaakt.

a) Welke brigades waren einde 1902 met de telefoon verbonden?

b) Hoeveel moeten in 1903 nog verbonden worden?

ANTWOORD

a) 143 gendarmerie-kazernen waren op 1 Januari 1903 met de telefoon verbonden.

b) Op denzelfden datum waren 194 kazernen nog niet verbonden.

* * *

Het telegraaf-bestuur zal, in 1903, bedoelde verbindingswerken voortzetten, om ze zoo spoedig mogelijk te eindigen, noodzakelijk rekening houdende met de plaatselijke ligging, de inrichting van vroegere en nieuwere netten, de groepeerings- en den regelmatigigen gang van den telefoon-dienst over 't algemeen.

Wanneer al de kazernen met de telefoon verbonden zijn, zal nagenoeg 110,000 frank per jaar door het Departement van Oorlog aan bovengemeld bestuur hoeven betaald.

Op 1 Januari 1903, waren nog 31 brigades beroofd van telegraaf of tele-

phoon, en 11 daarvan liggen op 4 kilometer en meer afstands van eene telegraaf-statie. 4 zijn daarvan 7, 10 en 12 1/2 kilometer verwijderd.

HOOFDSTUK II.

ART. 2 (nieuw).

Het nieuw artikel 2, hoofdstuk II, van de inleidingsnota brengt op de begrooting der Gendarmerie een krediet van 47,000 frank voor pensioenen en onderstand betreffende het korps der Gendarmerie.

Tot nu toe kwam deze som voor op de begrooting van Oorlog. Dus is het eenvoudig eene regeling van rekening tusschen de begrooting van Oorlog en die der Gendarmerie, en dat blijft zonder invloed op Staats financiën.

Tweede sectie. — Buitengewone uitgaven.

HOOFDSTUK III.

ART. 5 (vroeger 2).

Onderstaande vragen werden den achtbaren Minister van Oorlog gesteld :

IV.

VRAAG.

De Regeering denkt 1 miljoen te besteden tot verbetering van de kazerneering en aankoop van de noodige meubelen voor de inrichting van de nieuwe brigades.

Men verzoekt om eenige bijzonderheden over 't gebruik van dit krediet.

Welke kazernen werden in 1902 gebouwd, herbouwd of hersteld?

ANSWOORD.

Ziehier wat het Departement van Oorlog voorziet voor het gebruik van het hiernaast bedoeld krediet van 1 miljoen :

a) 150,000 frank voor den aankoop van gronden, met name voor de kazernen te Meenen en Dinant;

b) 90,000 frank voor den aankoop van bestaande kazernen, van e igendommen tot kazernen bestemd, en van de meubelen voor nieuwe brigades;

c) 75,000 frank voor verbeteringswerken;

d) 665,000 frank voor het bouwen van nieuwe kazernen, bestemd om zeer gebrekkige kazernen te vervangen of om onlangs ingerichte brigades te huisvesten.

Naar allen schijn, worden de werken voor het bouwen van kazernen te Erquelettes, Moll, Fexe-Slins, Visé, Champignon. Steenhuize-Wijnhuize, De Pinte, Handzame en Zonnebeke, in 1903 aanbesteed, om in 1904 voltooid te wezen;

e) 20,000 frank voor kosten van toezicht, teekenaars, enz., betreffende de nieuwe gebouwen.

In 1902 moesten, met de kredieten van 1901, worden voortgezet de werken aan de nieuwe kazernen te Alken, Ghistel, Kieldrecht, Leuze, Martelingen, Manage, Naméche, alsmede de vergrooting van de kazerne te Fléron. Het bouwen van de kazerne te Visé werd aanbesteed in 1902 en de werken moeten thans aan den gang of voltooid zijn. Ook de werken voor de kazernen te Heers, Lanaken, Moll, Musson, Watervliet en mogelijk Ninove, moesten in 1902 worden aangevangen. De kazerne te Grâce-Berleur wordt aangeguid als bijzonder gebrekkig.

De kazernen te Alken, Ghistel, Kieldrecht, Leuze, Martelingen en Naméche, aangevangen in 1901, en voortgezet in 1902, zijn thans gansch of nagenoeg voltooid; de aanzienlijke vergrooting der kazerne te Fléron is af, en de laatste werken van de kazerne te La Louvière zijn aan den gang.

De kazerne te Visé kon niet aanbesteed worden in 1902, omdat andere werken moesten voorafgaan; in 1903 wordt zij aangevangen.

In 1902 werd aanbesteed het bouwen van kazernen te Watervliet, Virton, Heers, Lanaken en La Louvière (2^e onderneming); de werken zijn aan den gang.

Het bouwen van eene kazerne te Musson wordt onderzocht. In 1903 wordt de kazerne te Moll aanbesteed; vóór het aanstaande jaar kan de kazerne te Ninove niet worden aangevangen.

* *

Onder de werken tot verbetering en vervorming, in 1902 verricht, komen als tamelijk aanzienlijk voor, diegene verwezenlijkt aan de kazernen te Dendermonde, Aalst, Boom, Luik, Louvèigné, Les Tailles, Hasselt, Tongeren, Rekheim en Stokheim.

* *

Het vervangen van de kazerne te Grâce-Berleur wordt bestudeerd.

* *

De inleidingsnota vermeldt het inrichten van eene brigade te paard te Tessenderloo en van negen brigades te voet te Esneux, Sart-Bernard, Mellier, Bernisart, Anderlecht, Ruisbroek, Juseret, Vierset-Barse en Libin.

Hoe zijn deze brigades gekazerneerd? Waarschijnlijk in gehuurde gebouwen? Verzoek om eenige bijzonderheden.

De brigade te paard te Tessenderloo en de negen brigades te voet, aangekondigd in de inleidingsnota der begrooting voor 1903, bestaan nog niet: daarover moeten de Kamers uitspraak doen.

Deze brigades worden later gelegerd in gebouwen, gehuurd of aangekocht door het Departement van Oorlog, of wel in daartoe gebouwde kazernen.

Art. 4 (vroeger 3) en nieuw Art. 3.

De buitengewone kredieten :

Art. 4 : kosten voor uitrusting . . . 13,500 frank.

Art. 3 : aankoop van slaping . . . 29,550 —

Te zamen. . . 43,050 frank.

zijn het gevolg der vermeerdering van getalsterkte, waarvan hooger spraak is.

Landelijke politie.

Sedert lang vraagt de Kamer om een ontwerp tot herinrichting van de landelijke politie.

Dienaangaande stelde de Middenafdeeling onderstaande vraag aan de Regeering.

V.

VRAAG.

Hoe staat het met de herinrichting van de landelijke politie en van de gendarmerie ?

Deze herinrichting wordt ieder jaar gevraagd. (Zie verslagen 1901 en 1902)

Den 8ⁿ Augustus 1892, werd bij koninklijk besluit ingesteld eene Commissie om een ontwerp tot herinrichting van de gendarmerie in te dienen.

Den 30ⁿ Mei 1899, legde deze Commissie een ontwerp van wet neder op het bureel der Kamer. Het verviel door de ontbinding der Kamer.

Den 10ⁿ Augustus 1901, wordt eene nieuwe Commissie ingesteld om de hervorming van de landelijke politie te bestudeeren.

Den 2ⁿ Januari 1902 werden vele nieuwe leden aan deze Commissie toegevoegd. Sedert meer dan anderhalf jaar tot stand gekomen, gaf zij nog geen teken van leven.

De Middenafdeeling vraagt hoe het staat met de verrichtingen dezer Commissie. Wat deed zij sedert hare instelling ?

ANTWOORD.

Tot 1 Februari 1903 had de Commissie, belast met het bestudeeren van de vraagstukken betreffende de landelijke politie, en geroepen om insgelijks haar oordeel uit te brengen over het ontwerp van wet tot herinrichting van de gendarmerie, vijftien vergaderingen gehouden. Zij denkt eerlang den uitslag harer werkzaamheden mede te deelen aan de Regeering.

Uit het antwoord van den achtbaren Minister moeten wij afleiden dat er geen spraak meer is van de organieke hervorming der Gendarmerie. Wel is waar is zij feitelijk verwezenlijkt.

Wij stellen vast dat de Commissie voor de hervorming van de landelijke politie, van 10 Augustus 1901 tot 1 Februari 1903, dat is in achttien maanden tijds, 15 vergaderingen hield en nog voort bestudeert.

Op verschillende congressen, in landbouw- en nijverheidsvereenigingen, werd de hervorming van de landelijke politie onderzocht en besproken.

Het Landbouwcongres te Namen besloot daarover :

1° Dat het noodig is de landelijke politie te hervormen ;

2° Dat de bestaande wetgeving dient herzien.

Hiermede bedoelde het Congres artikel 23 der wet van 27 November 1891, gewijzigd door de wet van 15 Februari 1897 over de waubedrijven, door minderjarige kinderen gepleegd, en stelde voor om terug te komen tot de vroegere wetgeving.

In hare vergaderingen van November en December 1900, hield de centrale Landbouwmaatschappij zich insgelijks onledig met de hervorming van de landelijke politie. Over dit vraagstuk werd door den heer Albert Henry een belangwekkend verslag ingeleverd, welk verslag eene grondige beraadslaging uitlokte.

De wet van 27 November 1891 werd erg aangevallen. Men deed uitschijnen dat de gemeente-verordeningen en de wetten op de landelijke politie doorgaans onuitgevoerd blijven. De burgemeesters van landelijke gemeenten zijn vaak ontwapend door allerhande redenen van politieken en huishoudkundigen aard.

Sommige leden stelden voor om een gewestelijk hoofd van politie te benoemen, van wien de veldwachters zouden afhangen. Anderen zouden willen dat in iedere gendarmerie-brigade, een of twee man bijzonderlijk belast zouden worden met de landelijke politie, binnen eenen bepaalden kring waar de veldwachters hun ondergeschikt zouden wezen.

Uit deze beraadslaging volgden onderstaande voorstellen :

« Het is dringend noodig :

» 1° Dat de Regeering de veiligheid van personen en goederen ten platelande verzekert door het versterken van de gendarmerie-posten ;

» 2° Dat de brigades par telefoon worden verbonden met de gemeenten in haar gebied ;

» 3° Dat zij een of twee gendarmen van iedere brigade bijzonderlijk belast met het uitoefenen van de landelijke politie. »

Anderzijds, vragen de nijverheidsmannen wederaanstelling van de bijzondere nijverheidswachters. Deze wachters, door de nijverheidsmannen bezoldigd, zouden goedgekozen toegevoegde beambten zijn, die, zonder zware lasten op te leggen, de plaatselijke politie zouden bijstaan.

Dus is het dringend noodig dat het sedert zoolang gesteld vraagstuk der hervorming van de landelijke politie spoedig wordt opgelost.

BERAADSLAGING IN DE AFDEELINGEN EN IN DE MIDDENAFDEELING.

De beraadslaging in de afdeelingen en in de Middenafdeeling gaf aanleiding tot onderstaande opmerkingen :

Sommige leden kwamen op tegen het eischen van eenen bruidschat voor gendarmen die huwen; zij drukken den wensch uit dat het huwelijk vergemakkelijkt worde, zoo voor gendarmen (vooral oude) als voor de officieren.

Ieder jaar komt dit ter spraak. Vroeger bedroeg de bruidschat 6,000 frank; thans is hij verlaagd tot 3.000 frank, en in sommige gevallen wordt nog minder geëischt. De heer Minister van Oorlog legde daarover duidelijke verklaringen af ter zitting van 28 Februari 1900. (*Annales parlementaires*, blz. 585.) Hij mag niet afwijken van de vastgestelde regelen, doch behoudt zich voor om ieder geval heel aandachtig te onderzoeken.

Sommige leden deden opmerken dat het gevaarlijk kon zijn brigades van geringe getalsterkte te verspreiden. Zekere brigades van 3 of 4 man zijn soms afgezonderd, zonder snelle gemeenschapsmiddelen ondereen, te midden van bevolkingen waarmede zij te veel aanraking hebben.

De Middenafdeeling vestigt de aandacht der Regeering op het bewaken van die kleine brigades. Zij denkt dat het gebruiken van rijwielen dienstig kan wezen voor de onderlinge betrekkingen tusschen de brigades.

Een lid sprak over de correspondentie. Deze zaak werd ter zitting van 23 Mei 1901 behandeld en sedert volkomen opgelost.

Een lid vroeg verhooging van het bedrag der pensioenen. Men deed hem opmerken dat de pensioenen van gendarmen in alle klassen hooger zijn dan voor het leger.

De Begrooting werd goedgekeurd met 5 stemmen en 1 onthouding.

De Verslaggever,

JULES DALLEMAGNE.

De Voorzitter,

E. NERINCX.
